



**Giovanna Fiume.- *La cacciata dei moriscos e la beatificazione di Juan de Ribera* (Brescia: Morcelliana, 2014), 442.p**

L'expulsion des Morisques d'Espagne, décrétée par le roi Philippe III et mise en œuvre, à partir de 1609, après un siècle de débats sur l'opportunité de la concrétiser, est un cas qu'on pourrait qualifier d'exemplaire, vu les terribles conséquences que peuvent entraîner l'incompréhension culturelle et religieuse, le manque d'intégration, les intérêts économiques se faisant passer pour des idéaux.

Il est connu qu'un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants (selon diverses estimations, de 250.000 à 600.000; 500.000, selon l'hypothèse la plus fiable), les descendants des "Maures" qui avaient occupé la Péninsule ibérique dès le VIII<sup>ème</sup> siècle, furent contraints de la quitter dans des conditions souvent terribles: "Une opération sans précédent d'épuration ethnique et de déportation massive contre un peuple désarmé"(128). Le résultat final fut préparé par une voie de ségrégation progressive et de harcèlement croissant, qui évoquerait facilement, pour l'observateur d'aujourd'hui, des similitudes inquiétantes avec le XX<sup>ème</sup> siècle. Parmi les voix qui proposèrent les mesures les plus sévères, nous relevons celle de Juan de Ribera (1532-1611), évêque de Badajoz, puis, de 1568 à la mort, patriarche d'Antioche et archevêque de Valence, et, de 1602 à 1604, lieutenant et capitaine général du royaume de Valence.

Le travail de l'historienne Giovanna Fiume, –enseignante d'histoire moderne à la Faculté de Sciences Politiques de Palerme, membre de la Société italienne des historiennes et de la direction des *Quaderni Storici*,– a essayé de retracer dans son ouvrage les étapes de cet événement historique crucial, mais à partir d'une approche assez particulière: "il ne s'agit pas d'un livre sur les Morisques, descendants chrétiens des Maures d'Espagne ou sur Juan de Ribera..., il est placé à l'intersection de deux grands thèmes de l'historiographie, en particulier (mais pas seulement) espagnole, où il se taille un angle visuel distinctif"(13). Ainsi, les circonstances de l'expulsion sont prises à bras le corps par l'auteure et intégrées dans la trajectoire complexe de l'enquête menant à la béatification et à la canonisation de Monseigneur Ribera. La procédure qui conduit à la déclaration de la sainteté du haut prélat est aussi finement analysée, dès l'année 1611, autrement dit, immédiatement

après la mort de ce dernier. Une procédure qui se poursuit, malgré les nombreuses suspensions, retards et difficultés jusqu'à la béatification qui aura lieu vers la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, puis jusqu'à 1960, lorsque le pape Jean XXIII proclame enfin Saint, le prélat de Valence. "Le procès de canonisation ajoute des éléments poignants du contexte dans lequel le prélat travailla et de ses relations sociales, mais il illustre également ses déclarations et celles de son entourage sur l'expulsion – d'ailleurs largement connues – mais aussi les raisons de la Curie Romaine – jamais exprimées et toujours restées dans l'ombre"(14).

Dans le premier chapitre du livre, intitulé: *Les Morisques. Christianos nuevos de moros*, l'historienne procède, au moyen d'une bibliographie détaillée et mise à jour, à une large reconstruction de la reconquête chrétienne de la Péninsule ibérique et des vicissitudes de la vie des musulmans restés sur place, après la chute du dernier royaume musulman en 1492. Des concessions initiales de protection et d'autonomie accordées aux *mudéjares* (Musulmans vivants dans un territoire qui était devenu entièrement chrétien) après la chute de Grenade (1492), l'état de l'oppression et de la privation des libertés civiles et religieuses se resserra davantage autour des communautés musulmanes, également causé par la mémoire des mesures oppressives subies par les sujets chrétiens en Espagne pendant la domination arabe (27-29). Bientôt, la conversion forcée au Christianisme est imposée à tous les *mudéjares* en faisant usage de moyens souvent dramatiques: "officiellement, il n'y a plus de Musulmans en Espagne [après 1526]"(51). Désormais, à partir de ce moment, ils étaient devenus Morisques, autrement dit "nuevos bautizados" ou "convertidos nuevos de moros." Néanmoins, même après la conversion forcée, les "efforts déployés par les communautés morisques pour échapper à l'assimilation par la société chrétienne" ne furent pas moins intenses (49). Déjà à l'époque, les observateurs les plus attentifs ne manquaient pas de souligner que l'échec de l'assimilation religieuse n'était rien de plus qu'un prétexte pour justifier des actions défavorables pour les Morisques, en vue de couvrir les abus des propriétaires fonciers contre eux et les exactions excessives commises avec la connivence des fonctionnaires royaux.

La situation se précipita dans la seconde moitié du siècle. Lors du "levantamiento de las Alpujarras" (1568-1570), les communautés morisques de Grenade, exaspérées par le harcèlement continu dont ils furent l'objet, décidèrent d'utiliser les (rares) armes mises à leur disposition et de se soulever contre la couronne. La révolte fut réprimée dans le sang par les troupes royales, et les Morisques qui s'étaient rendus – déclarés "coupables de lèse-majesté

divine et humaine: traîtres”(63) – furent déportés par milliers dans d’autres régions de la Castille, par de vraies “marches de la mort,” et ce pour éviter toute connivence avec l’ennemi ottoman. La plupart des représentants civils et ecclésiastiques estimèrent justifiée l’application de mesures définitives contre ceux qu’ils considéraient comme un corps radicalement hostile et potentiellement dangereux, au cœur de la monarchie espagnole, à un moment où le pays traversait une situation difficile sur le plan international. Le roi d’Espagne, Philippe III et ses collaborateurs prennent alors la décision d’éliminer une potentielle “cinquième colonne” intestine et de procéder au *destierro* des Morisques. Au premier rang de ceux qui applaudirent la décision, on retrouve précisément Juan de Ribera qui, depuis longtemps, avait à plusieurs reprises suggéré cette solution au souverain, au nom de la construction d’une identité unifiée – politique et religieuse – de l’Espagne.

A l’archevêque de Valence est spécifiquement dédiée la deuxième partie de ce livre (chapitres 2. La canonizzazione di Juan de Ribera. I processi secenteschi; 3. La difficile fase settecentesca. Illud quod est caput omnium...; 4. Entra in scena il Santo Uffizio romano; 5. Epilogo. Un santo per il XX secolo). Ribera fut en mesure de jouer un rôle important dans la tragédie épique des Morisques. Il opérait certes dans un contexte précis, celui de la monarchie espagnole de son temps, qui accordait aux archevêques et aux bureaux religieux une part grandissante dans la vie politique du pays (notamment dans les “conseils” mixtes des théologiens et des juristes, convoqués avec assiduité par les souverains, et dans d’autres situations), dessinant ainsi une étroite connexion entre la religion et le gouvernement civil; une situation impensable dans d’autres pays européens, où les deux sphères étaient clairement séparées.

Sur le vaste débat concernant l’opportunité d’expulser les Morisques, la perspective proposée par Giovanna Fiume est pertinente. Comme il en ressort de la reconstitution des faits, aucune décision n’avait été prise au début, puisque de nombreuses personnes, y compris les conseillers les plus proches de Philippe III (ainsi que les influents confesseurs du roi), s’y étaient fermement opposées. En effet, en analysant le discours de l’époque, il en ressort que les auteurs et les polémistes (presque tous membres du clergé) étaient plutôt partagés entre partisans du bannissement et ceux qui pensaient plutôt le contraire. D’ailleurs, le Saint-Siège, lui-même, n’a jamais émis un avis favorable sur cette mesure. En fait, et contre toute attente, aucune sollicitation à cet égard ne lui est parvenue officiellement: il est vraisemblable que le gouvernement de Philippe III voulait éviter tout risque d’entrave. Alors que l’évaluation de la trahison, comme crime contre la majesté humaine,

relèverait de la compétence de l'État, force est de constater que seule l'Église disposait de la prérogative de se prononcer sur l'hérésie.

Aucun pape ne s'est, d'ailleurs, prononcé contre la communauté morisque toute entière; le Saint-Siège avait, au contraire, insisté à plusieurs reprises sur la validité des baptêmes reçus par les "Maures"; les papes insistaient sur le fait que le baptême les avait rendus de vrais chrétiens, et qu'il était nécessaire de poursuivre ce processus d'évangélisation progressive. En outre, à Rome on croyait que l'expulsion aveugle des hommes, des femmes et des enfants morisques de l'Espagne – qui les adressait à des territoires à majorité musulmane – les exposerait, à coup sûr, à un préjudice grave pour le salut de leurs âmes.

Juan de Ribera, cependant, fut toujours parmi les sympathisants des décisions les plus fermes, comme il le disait lui-même publiquement et en privé; et ce ne fut certainement pas le dernier facteur à avoir retardé, voire mis en danger sa progression. Cet élément émergea très clairement lors de l'investigation qui, dans une phase du procès de canonisation, engagea les archivistes de nombreuses institutions laïques et ecclésiastiques dans la recherche de manuscrits originaux du prélat: entre 1732 et 1734, un grand nombre de lettres, envoyées de Ribera au roi et à ses collaborateurs, furent ainsi identifiées dans les Archives Générales de Simancas. Elles datent des années 1609-1610 et elles se réfèrent toutes à l'expulsion des Morisques.

Cette nouvelle parution, très passionnante à lire, réunit donc de nombreux sujets de recherche, tous de grand intérêt. La typologie de la source sélectionnée, en l'occurrence, le procès de canonisation, démontre une grande polyvalence: "traditionnellement utilisé par les hagiographes, les juristes et les historiens de l'Église, il constitue une clé pour accéder, non seulement, à l'histoire de la sainteté, des cultes et des dévotions, mais il permet d'appréhender l'histoire politique et sociale"(14). Après une présentation sur les Morisques, l'étude explore et approfondit les ramifications d'autres thématiques qui y sont imbriquées, et ce grâce à un appareil archivistique solide émanant des archives espagnoles et de celles du Vatican, dans une perspective "multidimensionnelle."

En considérant la complexité des domaines abordés, cette étude ouvre, enfin, de nouvelles perspectives sur la spiritualité et la dévotion populaire dans le contexte catholique espagnol du XVI<sup>ème</sup> et du début du XVII<sup>ème</sup> siècle. Sur le plan de l'histoire strictement politique, elle présente un portrait de la monarchie espagnole et des relations institutionnelles sur lesquelles elle reposait à l'époque moderne tout en mettant en relief la subtilité des liens

et des équilibres existants entre les souverains espagnols et le Saint-Siège pendant trois siècles. Le travail de Giovanna Fiume propose également un aperçu intéressant sur le conflit qui opposait l'Université de Valence et le Collège-Séminaire *Corpus Christi*, fondé par l'évêque Ribera. Enfin, il nous donne l'opportunité d'étudier les aspects techniques – mais aussi implicitement politiques – de la procédure canonique elle-même: la durée séculaire de la cause de Ribera entraîna une réforme de cette procédure pour la canonisation par les successeurs Urbain VIII (1625-42) et Benoît XIV (1741-54). Expression d'un projet centralisateur, elle ambitionne d'assurer l'autorité absolue du pape tout au long du procès, avec l'intention de soustraire la canonisation à la discrétion des évêques locaux.

**Andrea Pelizza**

Archivo di Stato di Venezia<sup>1</sup>

---

1. Merci à Giovanna Nicolini pour la révision de la version française.